

Paris, le 13 septembre 2005

Madame, Monsieur,

Armateurs de France, l'organisation professionnelle des entreprises françaises de transport et de services maritimes, a pris connaissance du « plan d'action dans le domaine des aides d'Etat » adopté par la Commission Européenne le 7 juin 2005. Les armateurs communautaires sont soumis à un encadrement spécifique des aides d'Etat, qui prend la forme de lignes directrices pour les aides d'Etat au transport maritime (C 2004/43 de la Commission, publiée au JOCE du 17 janvier 2004). Ce texte, renouvelé il y a peu de temps, sans que des modifications majeures soient apportées aux précédentes lignes directrices témoigne du bon fonctionnement du système. Nous nous félicitons donc que la Commission n'ait pas l'intention de remettre en cause cet encadrement sectoriel.

Les armateurs français aimeraient toutefois attirer l'attention de la Commission sur un point abordé dans ce plan d'action : la protection de l'environnement et les Services d'Intérêt Economique Général. Armateurs de France a en effet plaidé à plusieurs reprises pour que le lancement de certaines lignes de transport maritime à courte distance visant à décongestionner les routes et à offrir des solutions de transport plus favorables à la protection de l'environnement soit assimilé à un service d'intérêt général, et que le soutien des autorités publiques, s'il respecte les critères fixés par l'arrêt Altmark, puisse donc ne pas être considéré comme une aide d'Etat.

Le lancement d'un tel service, qui pendant un certain laps de temps peut être déficitaire du fait de l'attitude attentiste des chargeurs qui parfois tardent à modifier leur organisation logistique pour intégrer le mode maritime, permet d'atteindre à moyen et long terme les objectifs de la Commission visant à réduire la congestion routière subie par certains pays de l'Union. La réponse du marché, seule, ne peut remplir cette mission d'intérêt général.

DG Concurrence
Greffes des Aides d'Etat
SPA 3, bureau 6/5
B - 1049 BRUXELLES
Belgique

L'Union Européenne a, ces dernières années, reconnu l'utilité de mettre en place de tels services maritimes, en incluant en 2004 les « Autoroutes de la Mer » dans les projets prioritaires du RTE-T. Toutefois, les modalités de financement actuellement prévues restent insuffisantes, comme Armateurs de France l'a fait valoir auprès de la DG Tren à l'occasion de la consultation menée à partir de l'été 2004 (« setting up motorways of the sea » - 30 juillet 2004). Pour rappel, il est prévu d'associer fonds RTE et nationaux pour les infrastructures et pour une partie limitée des investissements en capital, fonds Marco Polo pour certains éléments, et aides d'Etat au démarrage « classiques », telles qu'elles sont prévues et encadrées par les lignes directrices pour les aides d'Etat au transport maritime, pour soutenir les premières années d'exercice.

Il importerait donc de prendre en compte les spécificités de telles « lignes d'intérêt général » en leur appliquant les critères de l'arrêt Altmark, afin de concilier les principes fondamentaux de la politique de la concurrence et les objectifs de la politique des transports. Armateurs de France se tient à la disposition des services de la Commission pour échanger de façon plus détaillée sur ce sujet.

Dans cette attente, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de mes salutations les meilleures.

Le Délégué Général

Anne BARTHE